

Sur la société Yougoslave

La Yougoslavie, quand tu commences à en parler, il y a ceux qui y sont allés en vacances et pour qui cela évoque la Slibovitch, alcool répandu et efficace, pour un public plus cultivé style Nouvel Obs c'est Dubrovnik la perle de l'Adriatique, enfin pour les militants le pays de l'autogestion gratifié de leur soutien critique. À cela s'ajoute maintenant l'après Tito et le problème des nationalismes: passions aussi soudaines que ponctuelles. Seulement voilà en dehors de ça il y a quand même des millions de Yougoslaves qui vivent et certains finissent par être agacés de ces clichés auxquels on réduit leur réalité.

Ces quelques lignes voudraient mentionner d'autres points et qui, de l'avis de celles/ceux qui les ont rédigées, soulèvent à leur tour des questions non négligeables.

Avant tout il est utile, au risque d'en passer par un brin de didactisme, de repérer les différents groupes existants, préalable à la compréhension des luttes en œuvre dans cette société.

- La bureaucratie politique dirigeante (8 500 professionnels) constitue un groupe social particulier par son idéologie, son style de vie avec privilèges institutionnalisés.
- Les grands entrepreneurs privés employant plus de 5 salariés sont peu nombreux: quelques centaines; ils traitent des grandes affaires directement ou pour le compte de secteurs socialisés. Profitant des trous, des lacunes du système de droit et des faiblesses structurelles dans l'organisation de la production ils évoluent à la limite de la légalité et sont extrêmement loyaux politiquement, leur puissance repose sur l'argent.
- Les intermédiaires commerciaux: courtiers, agents

immobiliers usuriers, trafiquants de devises (des milliers, mais difficilement recensables) sont le complément des précédents à un échelon plus modeste.

- Les rentiers intellectuels ont fait leur apparition récemment lorsque le tourisme des congrès, réunions, séminaires et les universités décentralisées se sont développés. En constant accroissement (plus de 3 000 actuellement) se sont les professeurs de politique qui mènent 5 chaires simultanément et préparent leurs cours dans les avions. Les autorités postulant que le système yougoslave original doit produire/est le fruit d'une théorie spécifique, ces épiciers de faculté en profitent pour vendre leur logorrhée obéissante.
- Les commerçants et les hommes d'affaires indépendants forment un groupe socialement hétérogène. Les intérêts divergent en son sein selon des critères sectoriels et territoriaux; ces 160 000 patrons de petite industrie ou artisans, ces 3 500 propriétaires d'hôtels, commerces, services publics sont objets d'envie dans leur quartier car leurs profits sont visibles mais dénués d'influence au-delà et limités par le contrôle étroit et les taxes auxquelles ils sont soumis.
- La classe ouvrière marginale est, elle aussi, diversifiée; on peut y inclure une centaine de milliers de travailleurs employés légalement dans le secteur privé, environ 40 000 chez des paysans riches, entre 50 et 100 000 domestiques, femmes de ménage. La rigidité du système autogestionnaire ne permet pas de satisfaire une demande de travail mobile et cela a fait augmenter très fortement le salaire à la journée; les travailleurs qui louent leurs bras de cette façon essaient de compenser (de même que les émigrés, 700 000 principalement en RFA) leur privation de droits sociaux-politiques par un bien-être économique souvent sans succès vu la précarité de leur situation.
- Dans la classe ouvrière autogestionnaire également, les composantes sont bien différentes. Il y a les saboteurs

(fuser) qui dépassent les 300 000; de plus en plus il s'agit d'un agglomérat à part et homogène usant largement des congés maladie, du travail privé à l'intérieur d'une organisation sociale en détournant les outils de production. Il s'y ajoute les 50 000 ouvriers qui se partagent entre l'usine et leur lopin de terre: ils ne peuvent utiliser les règles du jeu autogestionnaire en raison de leur inadéquation culturelle et leurs préoccupations se concentrent logiquement sur l'économique. Enfin, il y a la classe ouvrière autogestionnaire au sens étroit: 3 millions de travailleurs qualifiés, hautement qualifiés, techniciens, ingénieurs: leur progression dans l'échelle sociale passe par le système des délégués, autant dire qu'ils s'investissent largement dans l'autogestion et ceci d'autant plus que leur capital intellectuel est élevé.

- Les fonctionnaires (près de 600 000) se divisent en: administratifs dans la production qui ont un revenu comparable à celui des ouvriers se trouvant dans la même organisation parce que dépendant des résultats de celle-ci et employés du tertiaire qui ont, eux, un salaire non seulement garanti et fixe mais supérieur en valeur, les plus avantagés étant ceux exerçant dans la sphère politique. La dilution du pouvoir, le redoublement des règles aboutissent souvent à ce qu'un rond-de-cuir se trouve en position d'utiliser une institution comme sa propriété privée. De ce point de vue cette dernière catégorie est aussi la mieux placée.
- Enfin, origine de toutes les autres: la classe paysanne qui se meurt par le changement de la structure de l'habitat, l'exode rural massif de la génération dernière (puisque l'industrialisation, c'est l'après 2^e guerre mondiale). Celui-ci continue étant donné qu'en 1976, par exemple, le niveau de revenu moyen d'un travailleur paysan était inférieur de 70 % à celui d'un

travailleur non paysan.

Il faut mentionner à côté le socio-culturel: rock, jazz, théâtre, littérature, arts plastiques... Si les gens qui en vivent ne sont pas très nombreux (autour de 50 000), c'est un pôle d'attraction pour la partie de la jeunesse en révolte, étudiante et/ou désœuvrée. Comme rien ne peut se faire sans l'appartenance à une organisation le ras-le-bol devant ce système englobant et l'impuissance provoquent une dépolitisation massive réponse à la politisation forcée. De plus les contraintes matérielles limitent cruellement la possibilité d'une vie différente de celle réglée par les normes dominantes: pas d'accession au logement sans 5 ans de travail dans la même institution, etc. Cela entretient une dépendance vis-à-vis de la famille en particulier (qui parfois verse dans une abdication mortifère) et l'isolement pousse à se réunir dans des «lieux-nids» où à défaut de faire quelque chose puisque chacun se sent bloqué dans ses aspirations on se conforte en étant ensemble, espaces précaires susceptibles de fermeture sous le moindre prétexte policier.

Peut-être cette typologie¹Empruntée largement à «Pitanja», revue de Zagreb, dont l'autorisation de tirage est très limitée. On aura remarqué que ces données, concernant la population active, oublie la police et l'armée, impossible à chiffrer, secret d'État., aussi rapide soit-elle, permet d'entrevoir les oppositions qui se jouent sous le voile de l'autogestion.

- 0 -

Le système yougoslave conçu pour être un système technocratique d'autogestion est en train de perdre le fonctionnalisme qui est sa raison d'être. Cette tendance cherche à être enrayée par un moment de réactivation idéologique et de pragmatisme politique paradoxal.

En effet, les principes éthico-idéologiques constituant en

partie des règles réelles, en partie des obligations morales des normes sociales, ne s'étendent pas uniformément à toutes les catégories de citoyens. Les gouvernants qui conçoivent, impulsent, édictent ces principes n'y sont pas astreints. Comme les postes stratégiques de décision politique ont été attribués il y a quelques années, que le pouvoir est très concentré entre peu de mains par le cumul des fonctions, la rotation entre les mêmes cadres au détriment du renouvellement cette classe s'autonomise. Ces deux traits complémentaires concourent à accentuer la non prise en compte et la non compréhension des problèmes par cette classe. Confrontée aux difficultés économiques actuellement existantes, elle s'oriente vers l'empirisme et le coup par coup faisant apparaître une contradiction entre l'option socialiste, à laquelle adhère la grande majorité de la population et les mesures pour la réaliser qui s'en éloignent. Toute institution étatique mais aussi toute organisation même si elle bénéficie de l'indépendance ce qui est le cas des unités de production, reproduit les méthodes en vigueur au sein de la direction du parti. C'est donc la source de nombreuses transgressions dans la gestion bien que la nomination à un poste de manager passe par un certificat de probité morale et politique (MPP/moralna-politicka pobodnost).

Particulièrement depuis trois ans, l'affirmation répétitive des principes en quantité et en qualité avec le recours à une terminologie originale masque la lecture du réel par l'abondance des dispositions qui cantonnent trop souvent la discussion à un niveau complexe mais formel. Il est nécessaire d'en passer par un décodage systématique pour déterminer des centres effectifs de pouvoir et de se servir de la pratique comme analyseur du discours. On se contente ici de poser quelques jalons dans cette direction.

Centres de pouvoir

A. Le système bancaire

Ce phénomène est bien connu puisque l'indépendance de ce secteur était déjà dénoncée par le mouvement de mai 1968. Depuis la loi de 1965 les banques décident de manière autonome selon «la logique des affaires» du financement des entreprises que ce soit investissement ou trésorerie. Il s'agit d'une position de contrôle de l'économie renforcée par le manque chronique de liquidités.

B. Les communautés autogestionnaires d'intérêt

Plus que sur les organisations de base du travail associé les processus de décision sont maintenant fondés sur les communautés autogestionnaires d'intérêt (SIZ: Samoupravna Interesna Zajednica) créées en 1971 par amendements à la constitution et en pratique depuis 1974.

Ce sont des organes de consultation réunissant les travailleurs d'un équipement social (de sport, de culture, de santé...) avec les délégués des entreprises et des communautés socio-politiques qui assurent son financement. Dans ces SIZ s'effectuent donc les choix d'affectation des ressources et c'est là que se construit la politique sociale. Elles sont extrêmement nombreuses car spécialisées suivant les sujets, le recours aux accords sociaux se faisant pour des projets plus ambitieux qui réclament une coordination entre unités de travail, SIZ, syndicats, organisations socio-politiques.

Outre la présence de représentants directs des organisations socio-politiques, l'éligibilité à une SIZ passe par le certificat de moralité mentionné ci-dessus. Parmi les travailleurs devenant délégués les réactions paraissent osciller entre un désintérêt débouchant sur l'absentéisme quand ce travail non rémunéré est conçu comme obligation supplémentaire ou à l'inverse l'adoption d'un conformisme militant quand cet accès est interprété comme l'entrée dans le politique, domaine où le conformisme est le garant de l'avancement donc du changement de statut social.

En ce qui concerne les unités territoriales, l'autogestion ne leur accorde pas la même latitude qu'aux unités de production: elles ne possèdent pas de fonds propres. Cela a une importance limitée dans le cas des organisations de quartier (MZ: Mesna Zajednica) qui se contentent de régler les problèmes courants comme l'attribution des logements mais cela prête plus à conséquence pour les villages (allant jusqu'à vingt mille habitants) qui se soumettent aux règles de distribution décidées au niveau de la commune.

Aspect de la réalité des rapports sociaux

Seuls sont abordés quelques exemples que l'on pense symptomatiques par leur logique sous-jacente, les intérêts en jeu et leurs conséquences.

A. La réforme scolaire

Commencée il y a quatre ans et mise graduellement en place en Croatie² L'abrogation de «gimnazija» fut l'évènement le plus important de l'année 1978 selon le ministre de la Culture, réponse à une question du magazine *Oko*, janvier 1979., elle est maintenant adoptée dans l'ensemble de la Yougoslavie. Elle remplace l'enseignement général traditionnel du secondaire (Gimnazija) par la création de filières très spécialisées. Une fois promulguée, elle a déclenché de nombreuses protestations aboutissant pratiquement à une campagne de presse, ce qui est doublement intéressant d'abord parce que c'est rare et ensuite parce que cela n'a été suivi d'aucun effet correcteur concernant cette décision, à l'évidence impopulaire. Là encore une phraséologie révolutionnaire a été utilisée pour déplacer l'accent de la réforme elle-même sur la situation de l'école telle qu'elle était précédemment, la désignant comme héritage bourgeois dans la société nouvelle. Mais l'intention de base de la réforme est de faire coïncider l'éducation-formation avec les besoins de la production par l'intermédiaire des intérêts autogestionnaires (lire SIZ). Cette connexion non directe mais médiatisée par les SIZ vise à fournir de manière

volontariste des cadres et surtout des travailleurs manuels – qui commencent à être globalement déficitaires – en nombre suffisant par rapport au marché du travail. Toutefois personne ne sait ce qu'il adviendra de la main d'œuvre employée dans des secteurs dont le succès économique serait remis en cause, la spécialisation très poussée et précoce (plus de deux mille professions recensées) empêchent une reconversion facile.

Dès la deuxième année du secondaire, les élèves subissent une grande pression pour le choix de certains profils, seuls sont en mesure de choisir ceux ayant obtenu les meilleurs résultats puisque des quotas de répartition entre les différentes options doivent être respectés. Unique compensation, des avantages incitatifs sont parfois consentis pour des professions très peu prisées: en Istrie, pour les garçons de café, les années d'étude comptent pour l'ancienneté, plus des bourses, les livres gratuits et les débouchés assurés...

La non-consultation des souhaits des premiers concernés est le plus gros problème, y contribue également l'obligation d'aller dans l'école de son quartier ou de sa commune. À quartier ouvrier école technique, à quartier résidentiel filières économiques ou diplomatiques, la reproduction des classes est ainsi assurée par le simple principe territorial.

B. Organisation ouvrière

La nature des relations entre groupes détenant le pouvoir, instruments de réalisation de ce pouvoir et les assujettis à ce pouvoir transparaît dans le fonctionnement du syndicat unitaire.

L'appartenance volontaire au syndicat est automatiquement enregistrée par la cotisation. Il fait office de coopérative et n'est jamais partie prenante d'un mouvement revendicatif, d'ailleurs il n'y a pas en son sein de consultation au niveau de la branche ni entre travailleurs affectés au même procès de production, il est structuré comme toute autre institution en échelons de fabrique, commune, république.

Pourtant de nombreuses grèves spontanées (appelées pudiquement arrêts de travail) éclatent dans les centres urbains là où la combativité est la plus forte, dans d'autres endroits le statut majoritaire d'ouvriers-paysans s'avère être un frein. Ces grèves sont très efficaces, en moyenne 15 % d'augmentation immédiate de salaire. Cette augmentation est due au sentiment petit-bourgeois de «honte de la grève» présent dans l'encadrement et spécialement au système réel de responsabilité partagée par les managers. Le traitement de la grève est celui d'une transgression disciplinaire. La punition du directeur est la contrepartie de sa culpabilité en tant que membre du parti et en tant que gestionnaire. Pour qu'il l'évite l'action doit être désamorcée le plus tôt possible avant que les autorités supérieures n'en prennent ombrage.

Une commission disciplinaire interroge les ouvriers dans le cas des grèves les plus importantes (500 à 5 000 participants). Elle est composée de fonctionnaires du parti, de membres du syndicat et de policiers en civil et axe son investigation sur l'inévitable recherche des meneurs, pour ensuite les isoler en les déplaçant.

Le système autogestionnaire contribue à l'atomisation de la classe ouvrière. De plus le recours généralisé aux relations familiales aux connaissances personnelles pour trouver un travail, bénéficier d'avantages non seulement renforce les inégalités mais aussi diminue les chances d'organisation collective au profit de recherches d'échappatoires individuels. Il faut donc une insatisfaction lourde et partagée, facteur de cohésion, pour qu'éclatent les grèves.

C. L'information

On est frappé par l'apparente liberté des journaux à la lecture des titres, impression qui se modifie quand on aborde le contenu des articles: la dénonciation des erreurs passées pour la glorification du présent y est trop répandue quand la dimension anecdotique n'y est pas privilégiée. Pas de censure

pourtant excepté à la télévision où les pressions sont plus directes vu son enjeu bien supérieur, l'étouffement (total pour les grèves) se réalise par l'auto-censure qu'accentue cette responsabilité partagée encore présente dans les équipes de journalistes autour de la personne du rédacteur en chef.

De même à l'égard des livres et revues, l'éventuelle censure n'intervient qu'a posteriori (après la parution les ouvrages sont retirés de la vente), en fait le contrôle de l'édition par limitation du tirage et fixation des prix est plus courant.

- 0 -

L'acquis incontestable de la société yougoslave réside dans la démocratisation de la consommation mais cela se double d'une monopolisation du pouvoir de décision et d'un blocage par un encadrement moyen au comportement rigide, fortement bureaucratifié.

Aucune allusion n'y est faite à la lutte des classes en œuvre, au contraire «dans une société autogestionnaire il n'y a pas de lutte des classes à cause des rapports de production différents»³Citation de Radojica Savkovic in «Marksita Misao» (la pensée marxiste) février 79.. Ce sont des différences sociales qui sont reconnues et vues sous l'angle unique des différences de revenus (pas des différences d'accès au pouvoir).

Une politique de prestige international très coûteuse (après la réunion des pays non-alignés, l'organisation des jeux méditerranéens et la réunion du FMI⁴Impliquant, ce n'est qu'un exemple, la construction de l'hôtel intercontinental à Belgrade dont la révélation partielle du coût à provoqué un scandale. ont été assurées en attendant les Jeux Olympiques) et assez habile pour s'avérer payante également à l'intérieur (comme en atteste la libéralisation du régime des passeports octroyée à l'issue des discussions d'Helsinki où la

Yougoslavie tenait à adopter une position à la pointe de la démocratie, cette mesure est à l'évidence très populaire au sein de la jeunesse) se conjugue avec une systématisation du contrôle de masse qui, elle, passe complètement inaperçue.

Le balancement continu entre la «nécessité» de faire fonctionner avec plus d'efficacité les mécanismes de marché et la volonté de maintenir la centralisation des leviers de commande au niveau de la direction de la LCY est la raison principale du pragmatisme politique. Des solutions sont donc testées, par exemple au niveau d'une république, et si elles s'avèrent efficaces pour réguler l'économie sans compromettre l'équilibre entre les deux axes prioritaires elles sont alors généralisées. Le passage à ce second stage de leur application s'accompagne d'une forte pression dans les médias et dans l'appareil du parti il s'agit d'insister sur les arguments idéologiques qui les légitiment a posteriori. Ce mécanisme de justification des précédents a été clairement expliqué par Peter Brückner⁵Peter Brückner, conférence d'avril 1979 au Centre Culturel étudiant sz Belgrade. Il y dénonçait avec pertinence des tendances auxquelles son pays hôte n'échappe pas. sur l'exemple de l'état judiciaire allemand.

Jusqu'en 1975 une opposition de gauche se retrouva dans la mouvance du groupe «Praxis» qui voulait assurer une fonction de critique sociale en s'attaquant à la bureaucratie, à l'inégalité au modèle occidental de la société de consommation, à la répression culturelle. Depuis que le pouvoir a choisi de la réduire au silence il n'existe plus d'alternative organisée et pluraliste à l'information officielle; devant le manque de perspectives qu'offre le système des recherches d'identité se font jour sur d'autres plans.

Maintenant le courant nationaliste et le courant «autogestionnaire» seuls représentés sur la scène institutionnelle sont les deux variantes de l'autosatisfaction

qui se renforcent mutuellement et se reconnaissent dans le même mot – idéogramme – NOTRE. Ainsi les problèmes à l'ordre du jour, venus du sommet, sont traités à tour de rôle par toutes les instances autogestionnaires (d'où l'expression populaire de «bubble-gum» politique), la référence à des problèmes autres est alors dénoncée comme preuve des collusions avec l'étranger.

Brz Broz